

## Etude prospective Adour 2050

Compte-rendu du Comité de Pilotage du jeudi 30 novembre 2017

Finalisation de la phase 1

à Aire-sur-Adour

---

*La liste des personnes présentes et excusées est disponible en annexe.*

*Le support de présentation est joint à ce compte-rendu.*

En introduction, Mme Christiane Autigeon, Vice-Présidente de l'Institution Adour, rappelle qu'il s'agit du 4<sup>ème</sup> comité de pilotage de l'étude. Cette réunion vise à présenter les derniers résultats produits dans le cadre de la phase 1 (scénario tendanciel), à discuter de la réunion publique qui doit se tenir le 24 janvier prochain et à amorcer le travail de la phase 2 (scénarios alternatifs).

### Rappel des objectifs et enjeux de l'étude

L'Institution Adour rappelle les objectifs de l'étude prospective Adour 2050 qui porte sur les bassins de l'Adour et des côtières basques.

La méthode proposée par le groupement ACTeon / Futuribles / CACG pour répondre aux questions de l'étude passe par le croisement entre changement climatique, évolution du contexte socio-économique et de la gouvernance, aboutissant à une modification des ressources en eau. Ces modifications engendrent à leur tour des impacts sur les activités économiques qui sont étudiées.

Pour examiner les évolutions du territoire, 30 fiches variables ont été rédigées, organisées en 6 thèmes. Ces fiches variables donnent les éléments de rétrospective ces facteurs caractéristiques du territoire d'étude, ainsi que des hypothèses d'évolution. Ces documents ont servi de support de discussion pour une série de 6 ateliers de concertation organisés pour construire avec les acteurs du territoire différents scénarios d'évolution à horizon 2050. Le scénario tendanciel, présentant le moins de rupture avec les évolutions du passé, a ainsi pu être élaboré.

Un modèle numérique a également été développé afin de quantifier la variation de divers paramètres entre le temps présent et l'horizon 2050. Les résultats du modèle sont présentés sous forme cartographique pour 4 critères : l'équilibre quantitatif à l'étiage, le risque inondation, la qualité des ressources en eau superficielles et l'état des milieux aquatiques.

Pour chaque sous-bassin du territoire d'étude, des fiches portraits viennent illustrer l'état des lieux actuel (à la fois socio-économique, de gouvernance de l'eau et des principaux enjeux liés à l'eau).

Enfin, un rapport technique et une synthèse pédagogique présentant l'ensemble des travaux réalisés au cours de la phase 1 de l'étude ont été transmis au comité de pilotage.

### Présentation des résultats de la phase 1

ACTeon présente les principaux enseignements issus de la phase 1, qui sont détaillés dans le rapport technique et résumés dans la synthèse pédagogique.

Le comité de pilotage formule les remarques suivantes :

- *L'hypothèse de baisse des consommations en eau potable (de 100 m<sup>3</sup>/an/habitant à 65 m<sup>3</sup>/an/habitant) semble excessive.*

L'hypothèse a été formulée lors des ateliers de concertation. Les participants pensaient envisageable une diminution de 35% par rapport aux chiffres actuellement observés. Par ailleurs, le chiffre de 65m<sup>3</sup>/an/hab correspond aux niveaux observés dans d'autres régions de France.

- *Le chiffre de 100m<sup>3</sup>/an/hab pose question.*

Cet indicateur sera d'avantage explicité dans le rapport technique. Il s'agit des volumes totaux prélevés pour l'AEP, ramené au nombre d'habitants du territoire d'études. Il convient donc de parler de « prélèvements pour l'AEP » et non de consommations, cet indicateur étant à différencier des consommations par abonnés, fréquemment utilisé par les services d'eau. L'indicateur retenu dans l'étude Adour 2050 exprime la pression de prélèvement exercée sur la ressource (objet de l'étude). Les usages associés à ce prélèvement englobent les consommations des habitants, les consommations en eau potable pour l'industrie, les volumes utilisés par les collectivités (entretien du réseau, arrosage des espaces verts, sécurité incendie ... quand ces derniers ne sont pas raccordés à un réseau d'eau brute) et les pertes des réseaux.

- *Les prélèvements pour l'AEP sont restitués au milieu, via les systèmes d'assainissement ou les fuites dans les réseaux. Il n'est pas correct d'indiquer qu'il s'agit d'une pression sur la ressource.*

En effet, cette nuance sera apportée dans le rapport technique. Il reste néanmoins que l'AEP est un besoin à satisfaire et que les volumes associés à cet usage doivent pouvoir être garantis à l'avenir.

- *La qualité des eaux de baignade est un enjeu économique important pour le territoire des côtières basques. Les pollutions proviennent essentiellement des systèmes d'assainissement défectueux. Les investissements pour éviter la dégradation des eaux de baignade se comptent en millions d'euros.*

Cette information sera ajoutée à la fiche portrait du territoire des côtières basques.

- *Les frais fixes du traitement de l'eau pour la production d'eau potable ne baisseront pas en cas de diminution des consommations.*

Cette information sera portée dans le rapport technique.

- *Aujourd'hui les eaux pluviales ne font pas l'objet d'un traitement. Cela serait trop coûteux.*

Il sera précisé dans le rapport technique ce qui est entendu par gestion des eaux pluviales.

- *Le paramètre climatique « vent » n'est jamais mentionné dans l'étude. Il serait intéressant de savoir comment va évoluer ce paramètre qui a des conséquences pour, entre autres, le calcul de l'ETP.*

Ce paramètre est en effet plus complexe à modéliser. Les projections climatiques publiées par Météo-France montrent des perturbations plus fortes en Atlantique du Nord-Ouest mais il est difficile de se prononcer pour notre territoire d'étude. Les données d'entrée exploitées dans le modèle numérique Adour 2050 sont des données hydrologiques produites par le CERFACS : l'ETP est un des paramètres qui entre dans le calcul des débits des cours d'eau. Il conviendra d'interroger le CERFACS pour connaître comment le paramètre vent a été intégré dans les évolutions de l'ETP à l'horizon 2050. Cependant, ce paramètre vent sera plus explicitement intégré dans la pensée

générale de l'étude, car il influencera aussi les solutions d'aménagement qui pourront être proposées.

- *Le scénario tendanciel fait l'hypothèse d'une utilisation généralisée des eaux usées traitées, or cet emploi n'est actuellement pas autorisé.*

Des expérimentations sont pourtant autorisées et donnent déjà des premiers résultats prometteurs. Le scénario tendanciel fait en effet l'hypothèse que les barrières législatives seront levées d'ici 2050 pour une généralisation de cette technique. Des hypothèses devront également être formulées sur les volumes concernés par la REUT.

- *Il serait plus pertinent de mentionner les volumes utilisés pour l'irrigation et non les surfaces irriguées dans les fiches portraits de territoire.*

Il est plus compliqué d'accéder aux chiffres exacts des volumes effectivement utilisés. La mise en place des OUGC va permettre de disposer à l'avenir de bases de données plus fiables sur le sujet. Actuellement les informations disponibles sont les volumes autorisés, auprès des DDT, ou les volumes déclarés, auprès de l'Agence de l'eau. De plus, les volumes consommés varient plus fortement d'une année sur l'autre, ceux-ci pouvant être contraints par arrêté préfectoral en cas d'étiage prononcé. Ils ne sont donc pas représentatifs du besoin en eau d'irrigation du territoire. Les surfaces irriguées semblaient être un indicateur plus robuste.

- *Il serait intéressant de disposer du prix de l'eau d'irrigation par m<sup>3</sup>, comme cela est fait pour l'AEP.*

Les bases de données portant sur le prix de l'eau d'irrigation, si elles sont disponibles par sous-bassin ou par OU, sont à transmettre aux bureaux d'études.

- *Il est impensable que les valeurs des DOE n'évoluent pas dans les prochaines décennies.*

Oui, il y a en effet une certitude forte pour que les valeurs de DOE soient révisées, mais il est actuellement complexe de prévoir quelles seraient les nouvelles valeurs (et si ces nouvelles valeurs seront supérieures ou inférieures à la valeur actuelle). De plus, pour le critère de « non-respect de la valeur du DOE », il fallait disposer d'une seule valeur afin que la situation en 2050 puisse être comparée à la situation actuelle. Cette hypothèse forte sera d'avantage développée dans le rapport technique et les intitulés des cartes seront adaptés pour porter la mention « à DOE constant ».

- *L'hypothèse formulée d'une compensation des dégradations anthropiques par des projets de restauration hydromorphologique n'est pas très claire. De plus, le terme de compensation est inapproprié car il peut faire référence aux mesures compensatoires.*

Le terme sera changé dans le rapport tendanciel. Dans l'hypothèse tendancielle, il y aura, sur certains secteurs des dégradations sur les cours d'eau liés aux activités humaines et à l'urbanisation, et sur d'autres secteurs la mise en place de projets de restauration hydromorphologique. Les deux aspects ne s'exprimeront pas nécessairement sur les mêmes territoires. A l'échelle du territoire d'étude, l'hypothèse du scénario tendanciel est que le taux d'anthropisation et le taux de restauration seront comparables.

- *La baisse des budgets des Agences de l'eau n'est pas correctement prise en compte dans le scénario tendanciel.*

Cette annonce récente n'a en effet pas été prise en compte lors de la rédaction des hypothèses fin 2016 – début 2017. Une nuance pourra être portée dans le rapport et cette information sera à prendre en compte dans les ateliers de concertation de la phase 2.

- *Les enjeux ne sont pas bien reflétés dans les portraits de territoire, il manque des informations.*

Les informations manquantes sont à transmettre à l'Institution Adour dans les meilleurs délais pour intégration.

## Discussion autour de la réunion publique

L'Institution Adour informe le COPIL de la tenue d'une réunion publique le 24 janvier 2018. Elle abordera l'ensemble des résultats de la phase 1. Il serait également intéressant de solliciter les participants à la réunion publique sur leur vision d'un futur souhaitable, et à l'inverse d'un futur indésirable, afin de disposer d'éléments à intégrer dans les réflexions de phase 2. L'Institution Adour envisage de faire intervenir le BRGM qui réalise actuellement une étude prospective sur les ressources en eau souterraines, compartiment qui n'est pas abordé dans l'étude Adour 2050.

## Introduction au travail de phase 2

Futuribles présente la démarche proposée pour développer des scénarios alternatifs (objet de la phase 2). Les micro-scénarios thématiques élaborés lors des ateliers de phase 1 seront réutilisés. L'objectif sera de combiner les micro-scénarios pour créer des scénarios cohérents (pas de contradictions entre les différentes composantes d'un scénario) et contrastés (scénarios du meilleur et scénarios du pire). Les scénarios ainsi élaborés seront ensuite analysés de la même façon que le scénario tendanciel (impacts sur les ressources en eau et impacts socio-économiques).

Le COPIL est sollicité pour choisir les critères permettant de déterminer quel scénario sera « le plus souhaitable ». Afin de ne pas influencer le travail réalisé en atelier, il est décidé que les critères d'admissibilité seront sélectionnés ultérieurement. De même, il est demandé de ne pas se limiter à des scénarios positifs mais d'envisager des scénarios du pire afin d'en mesurer les conséquences et de proposer dans la phase 3 les solutions d'adaptation permettant de les éviter.



**18 personnes étaient présentes :**

Christiane AUTIGEON – Vice-Présidente de l’Institution Adour – département 65  
Marc BANKUTI – Pôle Eau, département des Pyrénées Atlantiques  
Florent BARAT – Conseil départemental du Gers, service Eau  
Marie BAREILLE – Institution Adour, SAGE Adour Aval  
Sandrine BUTRUILLE – Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées  
Mathilde CHAUSSECOURTE – Institution Adour, étude prospective Adour 2050  
Vincent CORDEBOEUF – Département des Pyrénées Atlantiques  
Valérie DEQUEKER – Vice-Présidente de la CLE du SAGE Adour Aval (département 64) et Vice-Présidente de la CLE du SAGE Côtiers basques  
Olivier FRYSOU – Chargé de mission PAPI - PLVG  
Benoît GANDON – DDT des Hautes-Pyrénées  
Stéphanie LANUSSE – SAGE Côtiers basques  
Albert LARROUSSET – Président de la CLE du SAGE Côtiers basques  
Yves MATHIS – Secrétaire général de la préfecture des Landes  
Véronique MICHEL – Institution Adour, SAGE Midouze  
Henri PELLIZZARO – Syndicat Mixte du Bassin du Gave de Pau  
Didier PORTELLI – Directeur général des services de l’Institution Adour  
Raphaël ROY – Syndicat Intercommunal des Gaves d’Oloron et de Mauléon  
Philippe REGNACQ – Observatoire de l’Eau du Bassin de l’Adour

**Prestataire**

Maïté FOURNIER – ACTeon  
Véronique LAMBLIN - Futuribles  
Pierre STROSSER – ACTeon

**Excusé(e)s :**

François BAYROU – Président de l’Agglomération de Pau Porte des Pyrénées  
Christian BERTHOUX – Vice-Président du Grand Dax en charge de l’environnement  
Elisabeth BONJEAN – Présidente du Grand Dax  
Paul CARRERE – Président de l’Institution Adour (département 40) et Président de la CLE du SAGE Midouze  
Jean-Jacques CORSAN – Conseiller régional Nouvelle-Aquitaine  
Christian DUCOS – Vice-Président de la CLE du SAGE Adour Amont (département 40)  
Floriane DYBUL – Institution Adour, SAGE Adour Amont  
Jean-Claude DUHIEU – Président de Syndicat Mixte du bassin du Gave de Pau  
Rachel JOUAN DANIEL – Comité scientifique (Climate Adaptation Consulting)  
Yves LAHOUN – Président de la CLE du SAGE Adour Aval  
Frédérique LEMONT – Conseil Départemental des Landes  
Véronique MABRUT – Agence de l’Eau Adour-Garonne, Directrice de la délégation de Pau  
Bruno PALLAS – DDTM des Pyrénées-Atlantiques  
Charles PELANNE – Vice-Président de l’Institution Adour (département 64)

Frédéric PERISSAT – Préfet des Landes / coordonnateur de bassin  
Christophe RAMBEAU – Agence de l'Eau Adour-Garonne, délégation de Pau  
Xavier Arnould DE SARTRE – Comité scientifique (UPPA)  
Eric SAUQUET – Comité scientifique (IRSTEA)  
Bernard SOUDAR – Vice-Président de la CLE du SAGE Adour Amont (département 64)  
Bernard VERDIER – Président de la CLE du SAGE Adour Amont  
Bruno VINUALES – Président du Pays de Lourdes et des Vallées des Gaves